

FRANÇOIS DE GROSSOUVRE

L'AVAIT CONFIE À BRUNO LAREBIÈRE :

« Ils vont me flinguer ! »

L'ancien conseiller de Mitterrand avait peur. Peur de ce qu'il savait. Notre chef des informations le rencontrait régulièrement. Il a été le témoin de ses angoisses. Et de son désenchantement à l'égard de l'homme qu'il avait tant aimé : « Ce n'est plus qu'un voyou entouré de voyous », avouait-il récemment à Bruno Larebière.

La peur. Une peur intense, physique, qui imprègne la pièce. La conversation n'est pas encore amorcée, pas même les courtoisies d'usage. De la main, François de Grossouvre me fait signe de rester muet. A ma gauche, derrière un fauteuil, une télévision est en marche. Mon hôte se dirige vers le poste, monte le son, et retourne s'asseoir dans le canapé face à moi. « C'est plus prudent », me dit-il. Depuis plusieurs mois que je le rencontre régulièrement, c'est la première fois que François de Grossouvre manifeste une telle frayeur.

J'essaie de comprendre. Je pose une question générale, en espérant une réponse plus précise :

« De quoi avez-vous peur ?
- Ils vont me flinguer. »

Nous sommes en octobre 1993, et l'affaire Pelat, instruite par le tenace Thierry Jean-Pierre, bat son plein. Toutes les polices de France, et toute la presse, courent après les mystérieux cartons d'archives de Roger-Patrice Pelat : un informateur vient de mettre le juge sur la piste d'une étrange société secrète dont Pelat aurait été le grand maître et, surtout, l'irrépa-

table crime vient d'être commis : Thierry Jean-Pierre, l'homme le plus détesté par François Mitterrand, a pu accéder au saint des saints, le 11, quai Branly, à Paris.

François de Grossouvre sait qu'il a ce jour-là franchi la ligne jaune. Rien apparemment n'est en mesure de le rasséréner : « Ils sont capables de tout. »

François de Grossouvre a accepté de recevoir le juge dans son appartement, c'est-à-dire juste au-dessus de celui habité... par François Mitterrand, là où le président rencontre, à l'abri des regards indiscrets, la dame avec laquelle, depuis près de vingt ans, il partage le plus beau et plus lourd des secrets : un enfant, une fille surnommée Mazarine par une géniale invention littéraire de Jean-Edern Hallier.

Cette intrusion judiciaire au cœur de son jardin secret, François Mitterrand ne l'a pas acceptée. « Et alors, a demandé Mitterrand crispé à

Grossouvre, il est comment ce Jean-Pierre ? - Très sympathique... - Ce soir-là, la conversation entre Mitterrand et Grossouvre s'est arrêtée là.

Fébrile et anxieux, François de Grossouvre sait qu'il a franchi la ligne jaune. Rien apparemment n'est en mesure de le rasséréner. Ni l'évocation de ses liens de quarante ans avec le président de la République, ni le poste qu'il a occupé, ni même désormais son lieu de résidence. Chaque de mes tentatives pour l'apaiser amène la même dénégation : « Détrompez-vous, détrompez-vous... » Puis cette phrase : « Ils sont capables de tout... »

Jamais auparavant, François de Grossouvre ne m'était apparu ainsi. Jamais non plus il ne manifesterait à nouveau, au cours des entretiens suivants, une telle nervosité. Comme si le danger était passé, ou comme s'il en avait pris son parti, l'avait intégré à sa vie quotidienne.

Depuis deux mois toutefois, il avait été convenu que nos prochains entretiens devaient se dérouler ailleurs. Le 11, quai Branly n'était plus sûr, même gardé par le Groupement de sécurité de la présidence de la République, les gendarmes que



Grossouvre lui-même avait tenu, au temps de sa splendeur, de son pouvoir tout-puissant, il y a si longtemps, à attacher à la protection du chef de l'Etat.

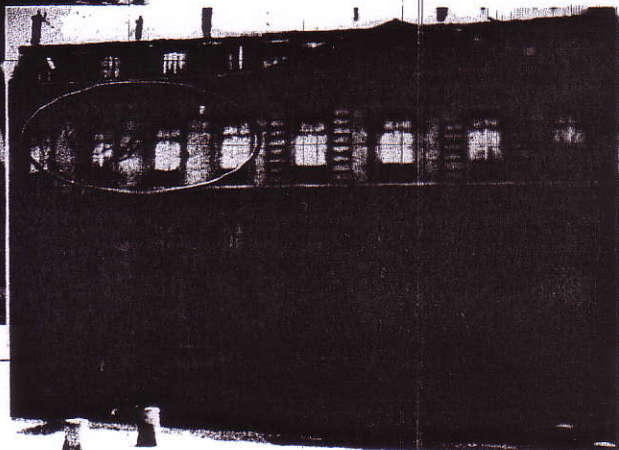
On a tout dit sur François de Grossouvre, de sa rencontre avec François Mitterrand, au milieu des années cinquante, à son départ de l'Elysée, au printemps 1985. On a tout dit, sauf l'essentiel, l'amitié inébranlable - peut-on aujourd'hui parler d'amour d'un homme pour un autre sans paraître trouble ? - de Grossouvre pour Mitterrand, et l'incompréhension quand vint la délégation après tout ce qu'il avait fait pour lui.

De François Mitterrand, François de Grossouvre savait tout. Du président, bien sûr, mais surtout de l'homme. De sa fausse Résistance, qui avait suscité une colère de Grossouvre quand il avait vu que Mitterrand faisait avaliser son mouvement de prisonniers comme mouvement de résistance. « Il aura tout osé. Du financement de ses campagnes, dont il avait eu si longtemps la charge, croyant alimenter les ressources d'un parti quand il n'assurait que celles d'un particulier. » Un voyou, ce n'est plus qu'un voyou entouré de voyous !

Le déclenchement de l'affaire Pelat l'avait particulièrement



François Mitterrand et François de Grossouvre en 1981, après l'élection présidentielle. Aucun usage n'était encore venu assombrir l'amitié qui unissait depuis des années les deux hommes. François de Grossouvre était d'ailleurs domicilié au second étage du 11, quai Branly, juste au-dessus de l'appartement secret où le président de la République abritera ses amours.



rement ébranlé. Un chef d'entreprise accusait un proche de François Mitterrand d'avoir perçu une commission sur un marché en Corée. Mais c'était lui qui traitait la Corée ! C'était donc lui qu'on accusait ! Puis il avait appris qu'il n'était pas visé. Alors il avait compris : « Quand j'ai su que je n'étais pas en cause, j'ai tout de suite pensé à Pelat. » Est-ce lui faire injure que de dire qu'il enterra Pelat sans déplaisir ?

« C'est là que vous le coincez »

Ses haines, car c'était bien de haines qu'il s'agissait, n'étaient pas indistinctes. Mais elles étaient tenaces. Contre Charasse d'abord, Michel Charasse, le conseiller le plus écouté de François Mitterrand, celui qui avait manœuvré avec Gilles Ménage pour mettre sous leur coupe les gendarmes de Christian Prouteau et avait obtenu sa mise à l'écart. Contre Fournet, le patron de la DST jusqu'à l'affaire des archives Pelat : il craignait tant son équipe qu'il n'osait pas décrire ce dont ils étaient capables, c'est-à-dire ce qu'ils avaient déjà accompli. Ses propos étaient durs, violents, justes.

François de Grossouvre avait jubilé quand « L'Événement du jeudi » - enfin ! - avait attaqué Jean-Christophe Mitterrand. « C'est là

que nous le coincez, c'est là qu'est l'argent. » Mais « L'Événement » avait été condamné et lui qui savait ne voulait pas parler. « Pas maintenant, plus tard, quand il ne sera plus à l'Élysée. »

François de Grossouvre n'était pas fou, comme quelques « chiens » ont cru intelligent de l'écrire depuis jeudi soir, sans s'attirer cette fois les foudres de l'inventeur de la formule qu'on aurait aimé plus vif à défendre la mémoire de son « ami » face aux homélies assassines. François de Grossouvre n'était pas fou, il était mort et il ne le savait pas, croyant toujours à l'impossible réconciliation des deux François, comme il avait cru à celle des Français par l'élection de son candidat alors que les haines n'avaient fait que s'attiser.

Ce soir, car c'est toujours au soleil couchant qu'on écrit sur un disparu, ce soir dans Paris, une jeune fille est triste. Son recours des soirs de cafard, son protecteur a décidé qu'elle était assez grande désormais pour vivre sans lui et s'en est allé mourir auprès de ce père qu'elle n'a jamais pu nommer, car on ne dit pas à ses camarades, quand on est une petite fille bien élevée, ni encore quand on est une jeune fille, qu'on a pour papa un président de la République. Elle ne s'appelle pas Mazarine bien sûr, mais qu'importe, ce soir Mazarine a perdu son parrain.

Bruno LAFRIÈRE

Pourquoi ils veulent le faire

On le comparait à Fouché ou à Belphégor. François Durand de Grossouvre, médecin, éleveur, propriétaire terrien, avait depuis quarante ans confondu son existence avec celle de François Mitterrand : un homme de droite à la recherche d'un destin. Les Mémoires qu'il a laissés affolent déjà les derniers locataires de l'Élysée.

Celui qui, sur les clichés, apparaissait toujours en retrait de « Dieu », un pas derrière et deux pas sur le côté, était né en 1918 dans l'Isère, d'une famille autorisée en 1864 à porter le nom de Grossouvre. Lecteur de « L'Action fran-

çaise » et militant du courant maurrassien, il est mobilisé quand vient la guerre, puis suit la voie naturelle de son milieu social : sa soif de revanche, couplée à son désir de participer au redressement de la France, l'amène à soutenir l'action entreprise par le maréchal Pétain.

Membre de l'armée d'armistice, il poursuit son

engagement en adhérant à la Légion des combattants, où il sympathise avec François Valentin, successeur de Xavier Vallat à la tête de l'organisation. Quand Joseph Darnand fonde le Service d'ordre légionnaire, Valentin est réservé. Des dérivés semblent à craindre. Faut-il s'en tenir écarté, ou tenter de les endiguer ? A la dis-

Le jour où Grossouvre m'a demandé de censurer « Minute »

par **Gérald Penciolelli**, directeur de « Minute »

Face à moi, à la brasserie « Le Congrès », porte Mallot, à Paris, François de Grossouvre me délivre le message présidentiel : le prochain numéro de « Minute » ne doit pas être publié.

Il est un peu plus de 21 h 30 ce lundi 15 mars 1993, et je sais que le numéro 1613 de « Minute » est en train de rouler sur les rotatives de notre imprimerie de l'est parisien. Rien ne sert de s'affoler, autant gagner du temps. Et écouter.

Vers 19 h 45, un appel passé par un ami sur mon téléphone de voiture m'a averti qu'une « personnalité » souhaitait me rencontrer « de toute urgence ». Je devais appeler immédiatement le 45.55.XX.XX. Ce que j'ai fait. Au bout du fil, François de Grossouvre. Il fallait que nous nous voyions

« le plus rapidement possible », au sujet du numéro de « Minute » en cours de fabrication.

Nul besoin d'être médium pour deviner le sens de la démarche. A la une cette semaine-là, « Minute » révèle « le domicile secret de François Mitterrand ». Avec cette accroche supplémentaire : « Pour voir clandestinement la femme de sa vie, il vit caché en plein Paris. » L'existence de « Mazarine », la fille naturelle de François Mitterrand, y est évoquée.

Précis au rendez-vous, Grossouvre entre dans le vif du sujet : « Une information est arrivée cet après-midi à l'Élysée, indiquant que la prochaine livraison de votre journal parlera du "domicile secret" du président, d'Anne P... et de sa fille. Le président souhaite que ce numéro ne sorte pas. » On peut difficilement être plus direct.

Je lui réponds que cela me paraît impossible. D'abord pour des raisons techniques, car à cette heure près de 100 000 exemplaires sont déjà imprimés. Mais surtout pour une question de principe. « Minute » n'a pas pour habitude de négocier la publication, ou la non-publication, de ses informations. De plus, pourquoi ferions-nous un tel cadeau à l'Élysée ?

« Vous serez largement indemnisés »

François de Grossouvre attendait l'argument ; il propose un arrangement : « Toutes les dispositions sont prises : vous serez largement indemnisés. » Il ajoute : « Un dossier de remplacement peut vous être fourni... »

Je persiste dans mon refus. Grossouvre se dévoile un peu plus. « Mazarine, m'explique-t-il, n'est plus aujourd'hui une enfant. Elle vit mal sa situation et ses rapports avec son père

sont conflictuels. » « Le président, poursuit-il, pense que ces articles sont une manœuvre politique destinée à le déstabiliser psychologiquement sur le seul sujet où il soit très vulnérable. »

Ma réponse est très simple. 1. Il n'y a de notre part aucune manœuvre politique.

2. Il nous semble normal d'informer les Français de tous les aspects de la vie de leur président.

3. Le bon fonctionnement démocratique exige que nous puissions être publiés.

4. François Mitterrand a bien de la chance que nous ne soyons pas aux États-Unis.

François de Grossouvre semble embarrassé. Je ne dois pas, me demande-t-il, mal in-

terpréter sa démarche. Il n'est qu'un messenger, mandaté par François Mitterrand avant son départ pour Moscou. Il dit qu'il comprend mes arguments, mais... Mais je suis un jeune éditeur, promis à un bel avenir... Mais si je persiste dans mon refus, je vais (malheureusement) me heurter dans les temps qui viennent à de nombreuses difficultés.

Notre conversation s'achève là-dessus, et le numéro parut normalement le mercredi matin. Nous restâmes simplement le principe de rester en relation, ce qu'effectivement nous fîmes par la suite.

Quant aux « difficultés », elles n'ont pas traîné !

passer pour fou

mandé de Valentin, François de Grossouvre rejoint le SOL. « Allez-y, j'en prie Valentin. Faites que ça ne dégénère pas. »

Un document publié par « Minute » en 1985 l'atteste : chef d'une « trentaine » du SOL dans le Rhône, François de Grossouvre est à ce titre autorisé à porter une arme en décembre 1942. Or, depuis un mois, la zone libre est occupée. Et depuis lors, Grossouvre est en relations étroites avec deux officiers ayant choisi la Résistance. Il rejoint le maquis de la Chartreuse en 1943, pour y demeurer jusqu'à la Libération, avant de reprendre les rangs de la 1^{re} armée.

On a beaucoup glorie sur le rôle qu'aurait joué François de Grossouvre dans le

dispositif mis en place par les Américains dans les années cinquante en Europe avec le concours d'une frange des services spéciaux de chacun des pays du bloc occidental pour contrer l'expansionnisme soviétique, et connu en Italie sous le nom de Gladio.

Il était extraordinaire et insupportable

Son équivalent français, la Rose des vents ou Arc-en-ciel, l'aurait recruté sous le nom de « monsieur Lechuc ». François de Grossouvre a rarement accepté de s'en expli-

quer. Toujours est-il que son anticommunisme viscéral pouvait trouver là matière à s'appliquer, comme il sera l'une des raisons politiques de son soutien au candidat Mitterrand : « Lui seul pouvait réduire le Parti communiste. »

La première rencontre entre les deux hommes en 1955, par l'entremise de Pierre Mendès France, n'est pas déterminante. Il faut attendre 1960 et un voyage en Chine - auquel participe d'ailleurs un banquier suisse qui ne cessera jusqu'à aujourd'hui de gérer la fortune du futur président - pour que les deux François tissent des liens étroits. Grossouvre saute le pas politique et de ligue du combat républicain

minute REVELATIONS SUR LE MEURTRE DE ROSEAU
EXCLUSIF
LE DOMICILE SECRET DE MITTERRAND



Pour voir clandestinement la femme de sa vie, il vit caché en plein Paris

en Convention des institutions républicaines jusqu'au Parti socialiste, il devient l'incontournable et omniprésent conseiller, tour à tour trésorier, administrateur de bureaux d'études (Urba, dont il démissionne en 1982), spécialiste du renseignement et des questions de défense. C'est tout naturellement qu'il accède, en 1981, au poste de conseiller du nouveau président

A son bureau élyséen, François de Grossouvre va vivre deux années de profond bonheur. Pour tous, il est le « double » de « Dieu ». L'un de ses collaborateurs de l'époque qui, vu le climat actuel, a souhaité conserver l'anonymat se souvient : « De 1981 à 1983, François de Grossouvre était tout-puissant. Il faisait trembler tous les ministres. Il était à la fois patronneur et insupportable. » Et

UNE ENQUÊTE BOUCLÉE AVEC UNE CÉLÉRITÉ... EXEMPLAIRE !

La seule chose qu'on sache de manière à peu près certaine est que François de Grossouvre est mort jeudi soir à l'Élysée dans une salle de 357 Magnum dans la tête. Pour le reste, une confusion peu en accord avec l'ordonnement d'un palais présidentiel a tout d'abord fait dater la mort de 20 h 15. Jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que plus d'une personne - c'était le cas à « Minute » - en avait été informée dès 20 heures. François de Grossouvre serait donc mort, selon la deuxième version, aux alentours de 19 heures.

La balle qui l'a tué, tirée de bas en haut, a été retrouvée dans le plafond, mais personne n'a entendu le coup de feu. Ce qui tendrait à indiquer que les employés du palais de l'Élysée ont aligné leurs horaires sur ceux de n'importe quelle administration puisque, nous dit-on, les

bureaux alentour de celui de François de Grossouvre étaient vides !

Quant à l'arme avec laquelle François de Grossouvre se serait suicidé, elle aurait été apportée très peu de temps auparavant par celui-ci, depuis le quai Branly, dans son étui et avec une boîte de cartouches. Question : si François de Grossouvre était « fou », comme l'Élysée et les proches de François Mitterrand n'ont cessé de le répéter ces derniers jours, trouvant dans plusieurs journaux - et notamment dans « Libération » qui, sous une plume tenue par le plus proche conseiller actuel de Mitterrand, a atteint un sommet d'ignominie - de très complaisants relais comment se fait-il qu'on l'ait laissé pénétrer rue Saint-Honoré avec une arme sur lui ? Question annexes : l'ambiance est-elle devenue telle à l'Élysée que nul ne s'étonne d'y voir péné-

trer quelque un « enfouraillé », et qui plus est non détenteur d'un port pour cette arme ?

L'enquête de la police judiciaire a été, si l'on peut dire, exemplaire. Jamais une enquête éminemment n'avait été bouclée aussi vite, le parquet mettant moins de 24 heures à confirmer la version du suicide. Celui-ci aurait d'ailleurs pu ouvrir malgré tout une information « pour recherche des causes de la mort ». A la demande de l'Élysée, exprimée très clairement à la chancellerie, il n'en a rien été. Cette grande docilité des services de la chancellerie face au vœu mitterrandien évitera aux policiers quelques désagréments dont ils sont peu coutumiers. Comme d'aller interroger les éventuels témoins travaillant à l'Élysée (le président, le secrétaire général, le directeur de cabinet, etc.) en commençant par le traditionnel : « Nom, prénom, âge et qualité »...

Grossouvre. Un mois plus tard éclate l'affaire Greenpeace, suivie du lâchage de Charles Hernu par François Mitterrand. Entre-temps, mais on ne le saura que bien plus tard, la cellule gendarmesque a expérimenté sur François de Grossouvre sa passion des écoutes téléphoniques. Sur lui et sur Gilles Kaehlin, son conseiller pour les questions de police. Grossouvre débarqué le 11 juin, Kaehlin, qui ne travaille pourtant plus avec lui depuis deux ans mais a conservé des liens avec son ancien patron, est placé sur écoutes le 15 juin.

Ils voulaient s'emparer de ses Mémoires

Dès lors, si François de Grossouvre continue d'effectuer des missions discrètes mais occasionnelles à la demande de François Mitterrand, le président ne prête plus la même attention à ses recommandations. « On ne peut plus rien lui dire, se lamente Grossouvre. Il ne m'écoute plus. »

Tente-t-il de le mettre en garde contre les risques de s'aligner sur les positions israéliennes lors de la guerre du Golfe, Mitterrand ne veut

rien entendre. Essaye-t-il de le prévenir de l'inéluctable réunification de l'Allemagne, le président croit toujours la chose impossible.

Ses Mémoires - s'ils ont pu être préservés de ceux qui, dès avant son décès, tentaient de s'en emparer, mais que Grossouvre ne voulait éditer qu'après le départ de François Mitterrand de l'Élysée - seraient d'un autre intérêt que ceux jusqu'alors publiés. Sur la politique étrangère de la France bien sûr, mais aussi sur ces affaires dont il craignait ces derniers temps qu'on veuille lui faire porter le chapeau, des Irlandais de Vincennes à l'affaire Pechiney où persiste un chiffon manquant, jusqu'à ces 45 milliards de fausses factures sur l'Afrique garantis par la Coface dont on reparlera un jour, sans oublier l'affaire du DC10 d'UTA...

Le faire passer pour fou est le meilleur moyen de désamorcer par avance toutes les bombes qu'il aurait pu laisser. François de Grossouvre n'était pas fou, et Michel Charasse n'a pas, comme Mitterrand le lui avait « proposé », récupéré ses précieuses archives. Et quelles que soient les craintes qu'il continue d'inspirer, dussions-nous travailler pour l'histoire, « Dieu » non plus n'est pas immortel.

B.L.

tous les jours, aux environs de 19 heures, il gagnait le bureau présidentiel, pour des conciliabules qui pouvaient durer deux bonnes heures.

Le Liban, le Gabon, la Corée et le Maroc sont ses chasses gardées. Son carnet d'adresses plaide pour lui, d'autant que les nouveaux venus en ont un impérieux besoin. Omar Bongo menace-t-il de nationaliser Elf-Gabon ? C'est Grossouvre qui convainc le président gabonais de n'en rien faire, et ses amis socialistes de ne pas casser tous les anciens réseaux africains. La crise tchadienne ? Il est de ceux qui décident de l'opération Manta. Le bourbier libanais ? Il réunit discrètement, à son domicile du quai Branly, Américains et Libanais de toutes obédiences et multiplie les initiatives au Proche-Orient. Du Comité des chasses présidentielles, qu'il a créé et préside, il fait un instrument au service de l'Etat, invitant des participants de toutes opinions, réunissant diplomates et grands de ce monde.

Avec le ministre de la Défense Charles Hernu, dont il a financé la campagne législative en... 1982, il est moins inspiré. Leur reorganisation des services secrets conduit à l'arrivée à la tête de la DGSE

d'un Pierre Marion qui, non content de n'être pas à la hauteur, se montrera d'une ingratitude souveraine. Et leur souci d'assurer au mieux la protection du président, associé à une défiance des institutions traditionnelles, les entraînent à recruter Christian Prouteau qui crée la fameuse cellule gendarmesque de l'Élysée, laquelle, bientôt placée sous la coupe de Gilles Ménage et Michel Charasse, échappe à leurs créateurs. C'est le début de la fin.

Prouteau et Ménage lui en voulaient à mort

Roland Dumas ne supporte pas ses interventions diplomatiques, Jacques Attali n'apprécie guère son manque de philonisme, Jack Lang se rêve confident à la place du confident. Charasse et Joze ont leurs propres réseaux à étendre : son sort est scellé. Face au tandem Ménage-Charasse appuyé par les gendarmes, l'axe Hernu-Grossouvre ne fait pas le poids. « Dès la fin 1983, raconte son ancien collaborateur, les coups venaient des à l'Élysée. L'équipe Prouteau-Mé-

nage lui en voulait à mort. On a tué Grossouvre en 1984. Les derniers mois, il n'était plus que son propre fantôme. »

Le 11 juin 1985, un décret met fin aux fonctions de conseiller de François de

François de Grossouvre, dans l'ombre de « Dieu »...

